

des politiques et à la définition des orientations à prendre qu'un échange inestimable et exceptionnel d'opinions a pu éclairer encore davantage l'ensemble des membres de l'organisation. Les positions figées et irréalistes ont pu ainsi être évitées. Il en est résulté une stratégie cohérente visant, d'une part, à exercer des pressions sur l'Afrique du Sud, et, d'autre part, à favoriser -- dans un sens positif -- le dialogue et le compromis entre les parties.

En 1985, la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue à Nassau a permis d'établir le programme d'une action internationale à l'égard de l'Afrique du Sud. Une série de sanctions furent arrêtées, et le Groupe de personnes éminentes fut créé. Sept personnalités venant de cinq continents - un ancien premier ministre de l'Australie, un ancien président du Nigéria, un ancien chancelier de l'Échiquier d'un gouvernement conservateur de Grande-Bretagne, un ancien président du Conseil mondial des Églises, originaire des Bahamas, un archevêque de l'Église anglicane du Canada - ont passé quatre mois en Afrique pour s'adresser à tous les éléments concernés dans le but de rechercher une solution pacifique. Leur rapport a permis de définir un concept de négociation devant mener à des réformes pacifiques acceptables. Malheureusement, le jour même où ces personnes éminentes revenaient au Cap, le gouvernement sud-africain a fait bombarder le siège du Congrès national africain à Lusaka, et tout espoir de négociation s'est trouvé compromis. À Vancouver en 1987, la réunion suivante des chefs de gouvernement devait permettre de constituer un Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth, qui a servi depuis à offrir une tribune permanente pour tenir un débat réfléchi et pour préciser l'approche du Commonwealth. La réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth qui se tiendra en octobre à Kuala Lumpur se prêtera tout particulièrement à un examen des retombées des élections qui ont eu lieu en Afrique du Sud et à l'étude de nouveaux moyens qui rendraient le processus de réforme inévitable.

Depuis la réunion du Commonwealth de 1985, aucun pays n'a pris autant de décisions dans le but de mettre fin à l'apartheid et de favoriser le dialogue que le Canada -- plus de 50 mesures distinctes ont été adoptées, qu'il s'agisse de sanctions financières et commerciales, de programmes d'aide en faveur de l'éducation des Noirs, d'une interdiction touchant les rencontres sportives, de l'appui accordé aux États de la ligne de front, d'un embargo imposé sur les importations d'armes sud-africaines, ou encore d'une aide financière pour la tenue d'ateliers et de conférences ayant permis de réunir des Sud-africains de toutes races.

L'objectif de la politique canadienne a toujours été clair et n'a pas changé : convaincre l'Afrique du Sud qu'elle devait abolir le système de l'apartheid. Telle a été, depuis le